CEC EUROPEAN MANAGERS

NEWSLETTER

81 2013
NOVEMBRE-DÉCEMBRE

SOMMAIRE

Editorial 1

Dialogue social interprofessionnel 2

Forum de liaison 3

Accord CEC-AMM 3-4

La CEC et Eurocadres 4

Nos membres 5-6

ÉDITORIAL

L'Europe se remet lentement de la pire crise économique de ces dernières années. Dans de nombreux pays, la situation du chômage et de la pauvreté reste encore très problématique, et bien que des signes favorables puissent être observés dans certains pays les plus touchés par la crise, en cette fin de 2013, nous avons encore un long chemin à parcourir avant que nous puissions dire que l'Europe est revenue aux mêmes niveaux d'attractivité économique et de protection sociale que ceux d'avant la crise.

Cependant l'Europe possède encore des particularités qui nous distinguent du reste du monde et qui nous profiteront à l'avenir si nous prenons bien soin d'elles et utilisons leur potentiel. Nous avons établi un programme à travers lequel nous pouvons faire en sorte que toutes les voix concernées soient entendues dans nos efforts pour parvenir à une meilleure stabilité.

Je fais bien sûr référence au dialogue social. Il est l'un des fondements de l'Union européenne, et il a besoin d'être développé et renforcé afin de ramener la stabilité et la prospérité de l'économie. J'ai eu l'opportunité d'écouter les dirigeants de l'Union à plusieurs reprises (comme récemment, lors du Sommet social tripartite en octobre 2013) proclamer la conviction et la confiance dans le dialogue comme moyen de progresser. Cela nous donne de l'espoir.

La CEC European Managers est l'organisation des cadres d'Europe, qui représente plus d'un million de cadres et leur donne une voix dans le dialogue social. Dans leur vie professionnelle, les affiliés de nos organisations nationales et fédérations professionnelles membres utilisent le dialogue comme un outil de leadership depuis de nombreuses années. Reconnaître les qualifications et les compétences des collaborateurs et être prêt à écouter et à discuter avec eux est la pierre angulaire du leadership moderne.

C'est dans cette direction que nous souhaiterions voir se développer le dialogue social de l'UE. En tant que partenaire social indépendant, avec une approche spécifique et unique sur les questions du marché du travail, nous souhaitons donner une voix aux cadres de l'Europe. Au cours des derniers mois de l'année 2013, l'équipe des Officers a été active à établir des relations et des contacts avec les autres partenaires sociaux mais aussi avec des représentants de la Commission européenne. Nous avons également exprimé notre opinion que les cadres en Europe constituent un groupe important, sans lequel ni les entreprises, ni les institutions publiques ne pourraient être efficaces, concurrentielles et saines.

La restructuration du dialogue social en tant que terrain de discussions constructives et respectueuses exige que toutes les voix puissent être entendues et écoutées. Représentant la voix des cadres européens, la CEC a beaucoup à apporter.

Annika Elias
Présidente de la CEC European Managers

La CEC European Managers participe à une conférence européenne commune sur les résultats du dialogue social

La mise en œuvre du dialogue social au niveau national : défis et perspectives d'avenir

Le 12 et 13 décembre, les partenaires sociaux européens interprofessionnels (la CES et le Comité de liaison Eurocadres - CEC European Managers, BUSINESSEUROPE, la CEEP et l'UEAPME) ont organisé une conférence commune sur la mise en œuvre des résultats du dialogue social au niveau national. Plus de 100 participants sont venus à Bruxelles pour assister à cette réunion, qui s'est présentée comme la dernière étape d'une série de réunions organisées dans les États membres entre 2012 et 2013.

Un moment de la Conférence commune. Le premier à gauche est Martin Jefflen, Président d'Eurocadres et représentant du Comité de Liaison Eurocadres – CEC European Managers à la conférence

Le dialogue social européen est un outil puissant pour les partenaires sociaux qui leur permet de contribuer ou même de définir la législation européenne sur les questions d'emploi et de travail. L'Union européenne reconnaît l'autonomie des partenaires sociaux dans ce domaine et les encourage à discuter et s'entendre sur des documents régissant des aspects spécifiques liés à l'activité économique, tant au niveau sectoriel ou interprofessionnel. Par la suite, ces documents peuvent être mis en œuvre (en fonction de leur contenu et de la volonté des partenaires sociaux qui les ont négociés) de différentes façons, à travers, entre autre, des instruments juridiquement contraignants tels que des directives européennes ou des accords autonomes.

Au cours de la première journée de réunion, les partenaires sociaux des États membres ont été invités à partager leurs expériences, à la fois en termes d'activités «traditionnelles» de dialogue social national et de développements récents liés à la façon dont les résultats du dialogue social européen sont mis en oeuvre au niveau national. À des degrés divers, tous les participants ont convenu que la crise économique qui perdure met le système national des relations industrielles sous pression, sapant progressivement la confiance mutuelle entre les resprésentants des travailleurs et des employeurs et réduisant le soutien des gouvernements au dialogue social. Pourtant, les pays qui s'appuient sur un solide système de relations industrielles sont ceux qui ont résisté le mieux face à la crise.

Au cours de la deuxième journée, les partenaires sociaux européens ont partagé leurs points de vue sur les défis actuels posés par la mise en œuvre des résultats du dialogue social européen. Dans ce cadre, Martin Jefflen, Président nouvellement élu d'Eurocadres, a été invité à prendre la parole et à présenter les conclusions du Comité de liaison Eurocadres - CEC European Managers sur les perspectives d'avenir du dialogue social européen, en soulignant l'importance d'assurer une représentation la plus large possible, qui comprenne aussi les représentants de toutes les forces sociales et économiques qui contribuent à l'activité économique. La conférence a été clôturée par le Commissaire Andor, qui a insisté sur l'importance du dialogue social comme un pilier du modèle social européen qui ajoute à la nature démocratique du système européen, tout en rappelant la nécessité d'adopter une analyse coût-avantage de toutes les initiatives législatives possibles (y compris celles issues du dialogue social).

Cette conférence a donné pour la première fois à la CEC European Managers l'opportunité d'être représentée (via le Comité de liaison) et d'exprimer ses positions avec autonomie sur un pied d'égalité avec les autres partenaires sociaux européens interprofessionnels. Les cadres sont pleinement impliqués dans la gestion quotidienne des entreprises pour lesquelles ils travaillent, et peuvent contribuer efficacement à l'élaboration de nouvelles solutions aux problèmes économiques et sociaux urgents. La CEC European Managers saisira toutes les opportunités pour accroître la visibilité de cette catégorie de travailleurs et faire entendre sa voix.

Une réunion spéciale du Forum de liaison

15 ans de dialogue social sectoriel européen : succès et défis

Le 11 décembre dernier, la Commission européenne a organisé une session spéciale du Forum de liaison pour célébrer le 15e anniversaire du lancement du dialogue social sectoriel européen. La CEC European Managers participe aux réunions du Forum de liaison, organisées de manière régulière par la Commission européenne afin de rassembler les partenaires sociaux au niveau interprofessionnel et au niveau sectoriel pour discuter des questions « horizontales » et permettre d'échanger plus amplement leurs idées et leurs meilleures pratiques.

Pour assurer le développement et le renforcement du dialogue social européen, la Commission européenne avait décidé à travers la Décision 98/500/CE du 20 mai 1998 de se concentrer sur les secteurs professionnels, la promotion du dialogue entre les représentants des travailleurs et les employeurs actifs dans les différents domaines économiques. Dans le cadre des Comités de dialogue social sectoriels, les partenaires sociaux peuvent de part et d'autre discuter de questions d'intérêt mutuel concernant les besoins et les problèmes spécifiques de leur secteur, décider d'adopter des mesures communes et trouver des solutions acceptées mutuellement. Au fil des ans, ces comités sectoriels actifs ont atteint le nombre de 43 et 66 organisations patronales et 16 fédérations professionnelles représentant les employés ont été reconnues comme organisations de partenaires sociaux. Les différents types de résultats du dialogue social sectoriel sont officiellement répertoriés par la Commission européenne, classées sur la base de leur caractère contraignant et des mesures de suivi appliquées.

Lors de la réunion, des représentants des partenaires sociaux, des universitaires et des fonctionnaires de la Commission européenne ont discuté ensemble des défis actuels et des perspectives d'avenir de ce secteur. Lors de la session plénière du Forum, de nombreux participants étaient d'accord sur le fait que la crise économique et financière actuelle constituait une menace au fonctionnement et au développement du dialogue social, les compressions budgétaires rendant plus difficile la mise en place des mécanismes de dialogue social et la situation économique générale affaiblissant les relations industrielles. L'augmentation du nombre de comités pose également des défis organisationnels à la Commission européenne. Quant aux résultats de ce dialogue, toutes les parties ont observé que la plupart des résultats correspond à ce qu'on appelle des " avis communs et des outils " (de nature non contraignante), ce qui influe sur le caractère incisif du dialogue social, mais montre aussi le niveau élevé d'autonomie des partenaires sociaux et la "flexibilité" du système.

Quatre ateliers ont également été organisés, portant sur le soutien que le dialogue social peut offrir à l'anticipation des changements structurels, sur les interconnexions et les influences réciproques entre le dialogue social sectoriel et intersectoriel, sur l'efficacité des mécanismes de suivi et la valeur ajoutée du dialogue social sectoriel de l'UE pour les systèmes nationaux de relations industrielles. A la fin de la réunion, quelques exemples de résultats de dialogue social réussis réalisés au cours des dernières années ont été présentés, pour souligner davantage la façon dont le dialogue social, malgré les nombreux problèmes et défis, est et demeure l'un des piliers du modèle social européen.

ACCORD CEC-AMM

La CEC European Managers et l'Association des managers du Monténégro (AMM) signent un accord de coopération

Mardi 3 décembre 2013, une délégation de l'AMM (Association des Managers du Monténégro) a rencontré à Bruxelles le Secrétaire général adjoint de la CEC, M. Ludger Ramme, pour signer un accord de coopération.

Prédécesseur de l'AMM, la MCM (la Confédération des Managers du Monténégro) avait déjà signé un accord de coopération avec la CEC en 2008. Après que l'AMM ait succédé à la MCM en août dernier, la nouvelle équipe dirigeante de l'association, avec à sa tête son Président M. Budimir Raickovic, a voulu affirmer son intérêt renouvelé et sa volonté de renforcer les liens avec les managers européens au travers d'un nouvel accord de coopération avec la CEC.

M. Raickovic était accompagné du Vice-président de l'association, M. Slavoljub Popadic, et du Président de l'Assemblée de l'AMM et l'ancien Président de la MCM, M. Milutin Radulovic. Bien que seulement

récemment créée, l'AMM est déjà un acteur important de l'économie monténégrine, et ses membres travaillent pour les sociétés les plus importantes du pays. L'AMM entend jouer un rôle-clé dans la région des Balkans, en étroite coopération avec les associations de cadres des pays voisins. Pour cette raison, cet accord permettra de renforcer le rôle de l'AMM en tant qu'association de référence pour les managers du Monténégro et témoigne de sa forte vocation européenne.

M. Ludger Ramme a accueilli la signature de cet accord comme un pas en avant vers une présence renforcée de la CEC European Managers au niveau européen, et a souligné la place importante des managers dans le développement des jeunes économies européennes.

De gauche: M. Ludger Ramme (CEC) et M. Budimir Raickovic (AMM)

LA CEC ET EUROCADRES

Eurocadres célèbre son 20e anniversaire

La CEC European Managers participe au Congrès Eurocadres

Les 28 et 29 novembre derniers, Eurocadres, le Conseil des cadres et des professionnels qui représente avec la CEC European Managers le personnel de l'encadrement au niveau européen, a célébré son 5ème Congrès et a élu le nouveau Comité exécutif qui dirigera Eurocadres pour les quatre années à venir ainsi qu'un nouveau présidium. Ce Congrès a également marqué le 20e anniversaire de la fondation d'Eurocadres, événement qui a été célébré par une réception et avec la participation d'invités d'honneur, parmi lesquels, l'ancien Secrétaire général de la CES, M. Emilio Gabaglio).

Eurocadres et la CEC European Managers ont signé en 1999 un accord de coopération visant à accroître la représentation des cadres européens de tous les secteurs, de tous les pays et de tous les niveaux dans les différents organes et procédures institutionnelles qui constituent le dialogue social européen.

À la suite de cet accord, les deux organisations se reconnaissent mutuellement en tant que représentantes de la population active des cadres en Europe et elles ont mis en place un Comité de liaison spécifique, qui s'est appliqué au fil des années à ce que la voix des cadres puisse être entendue. Les relations entre la CEC European Managers et Eurocadres sont également de nature plus pratique, notamment à travers la coopération dans les projets européens. C'est précisément le cas avec le projet européen récemment approuvé sur la promotion du *leadership* des femmes, lancé en octobre dernier à Madrid, auquel Eurocadres participe en tant que partenaire.

Mme Annika Elias, Présidente de la CEC European Managers, au Congrès d'Eurocadres

La CEC European Managers a été représentée à cet événement important par la Présidente, Mme Annika Elias, le Secrétaire général , M. Luigi Caprioglio et le Responsable du bureau. Lors de son discours aux participants, Mme Elias a évoqué les liens étroits à la fois pratiques et opérationnels entre les deux organisations, en soulignant en même temps l'importance que toutes les voix qui expriment les positions des différentes forces sociales puissent contribuer, à un niveau égal, à la définition du dialogue social européen. Le discours a permis également à la CEC European Managers de remercier le Président sortant Eurocadres, M. Carlo Parietti, qui, tout au long de sa présidence, a veillé au bon fonctionnement du Comité de liaison ainsi qu'à un échange d'idées fructueux et continu entre les deux organisations.

Le Président nouvellement élu d'Eurocadres, Martin Jefflen, est le représentant de la Confédération suédoise des employés professionnels (TCO). La CEC European Managers souhaite à M. Jefflen et Eurocadres tout le succès possible pour l'avenir et espère que la relation entre les deux organisations se poursuivra dans le futur sur la même base de respect mutuel et avec les mêmes intentions communes qui ont marqué leur chemin jusqu'ici.

CIDA : la culture managériale pour "relancer" le pays

Lundi 18 novembre 2013, la CIDA (la confédération italienne des cadres) organisait à Rome un événement sur la contribution que peut apporter la culture managériale pour soutenir la reprise économique.

M. Filippo Patroni Griffi, Secrétaire d'état du Gouvernement italien, a participé au Congrès et reconnu le rôle que joue la CIDA en donnant la parole à ces catégories qui représentent une grande partie de l'élite du pays. Une table ronde, animé par le journaliste Antonio Polito, a été également organisée pour discuter du contenu de la loi de finances pour 2014 élaborée par le Gouvernement italien. Le Président de la CIDA, M. Silvestre Bertolini, a fait remarquer que le budget proposé par le gouvernement était basé sur une vision à court terme et qu'il manquait des mesures susceptibles de soutenir la reprise.

M. Bertolini a ajouté, "Ce budget frappe une fois de plus les retraités, et ne réduit pas les dépenses publiques, qui sont à des niveaux élevés insupportables». Les Députés Sacconi et Galli, qui prenaient part aux discussions, étaient d'accord avec le Président Bertolini et ont souligné combien les mesures financières proposées réduiraient encore davantage le pouvoir d'achat et le niveau de consommation des ménages italiens. La Députée Adriana Galgano a insisté sur la nécessité d'avoir des propositions politiques avec une plus grande dimension européenne.

Au cours de la réunion, les résultats d'une enquête menée par GFK ont été présentés, révélant la nécessité de bons « entraineurs ». M. Bertolini a déclaré : «Le travail d'équipe est certainement indispensable, mais le *leadership* d'un bon entraineur est le meilleur point de départ. Pour cette raison, les cadres sont une ressource pour l'Italie, mais ils ont besoin de travailler dans un environnement où les conditions sont favorables. Les cadres ont une grande responsabilité, de trouver les moyens les plus appropriés pour soutenir la croissance dans le contexte international.

M. Silvestre Bertolini, Président de la CIDA

Cet événement organisé à Rome était le premier d'une série de réunions, qui présenteront les résultats des enquêtes menées dans chaque zone spécifique du pays : l'Italie du Nord (Milan, le 12 décembre), l'Italie Centrale (Florence, le 22 janvier) et, enfin, l'Italie du Sud (Naples, le 12 mars).

Assemblée Générale de la FECEC à PARIS

La FECEC (Fédération Européenne des Etablissements de Crédit et institutions financières) a tenu son Assemblée Générale Statutaire le 29 novembre 2013.

Réunis dans les locaux du CESE (Conseil Economique, Social et Environnemental) à Paris, les délégués de 6 fédérations nationales adhérentes (*) ont accueilli pour l'ouverture de leurs travaux Carole Couvert, Présidente nationale de la Confédération Française de l'Encadrement-CGC et Angel Manuel Cardo Herrero, Président de la Confédération Espagnole des Cadres et Professionnels.

Après avoir ratifié la composition de son nouveau Comité directeur, la FECEC a procédé au renouvellement de ses instances.

Jean-Marc Gueguen, de la délégation française, a été réélu pour un second mandat à la présidence de la FECEC. Il sera accompagné, pour cette nouvelle mandature 2013/2016, de José Ignacio Gutierrez de la Gala, de la délégation espagnole, au poste de Secrétaire général et de Régis Wolf, de la délégation française, au poste de Trésorier. Cette équipe, renouvelée, a été complétée de deux Vice-présidents en la personne de Sébastian Müeller, de la délégation allemande, et d'Angel Bartolome Moreno, de la délégation espagnole, d'un Secrétaire général adjoint Yves Guerif, de la délégation française, et d'un Trésorier adjoint Pier Paolo Pancaldi, de la délégation italienne.

Le Président s'est ensuite félicité que la FECEC accueille une nouvelle fédération venant de France, le SNECA-CGC (Syndicat National de l'Entreprise Crédit Agricole-CGC). Elle élargit ainsi encore un peu plus son audience dans le monde bancaire français. De la même manière, il a tenu à saluer la participation aux travaux de représentantes des syndicats de deux Banques centrales : Mme Maryvonne Mary de la Banque de France et Mme Antonella Allegrini de la Banque d'Italie. Il s'est réjoui qu'à l'heure où la Banque centrale européenne voit son rôle se développer considérablement, la FECEC soit en capacité d'accompagner cette évolution en se renforçant dans les Banques centrales nationales.

Cette Assemblée Générale de la FECEC, à laquelle participaient également Joël Mottier, Président de la Fédération française CFE-CGC de l'Assurance et Christophe Lefèvre, Président de la Fédération Européenne des Cadres de l'Assurance a ensuite ratifié son adhésion à l'Union Européenne Banques-Assurances. Cette nouvelle structure informelle, rassemblant les fédérations européennes des cadres de la banque et de l'assurance, permettra de développer de nouvelles synergies entre deux secteurs professionnels particulièrement proches.

Après les traditionnels discours de remerciements, les délégués de la FECEC ont examiné les grands dossiers, particulièrement importants,

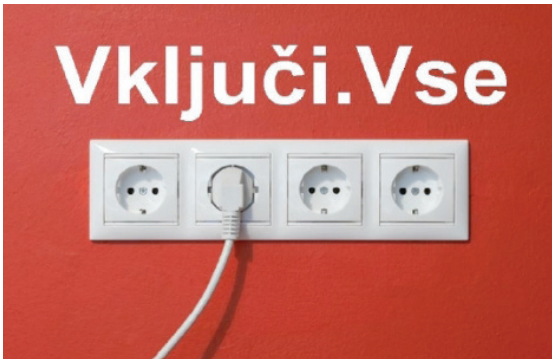
qui jalonnent l'actualité du secteur bancaire et du crédit en Europe : mise en œuvre de Bâle 3, avenir de la banque de détail, place de la banque en ligne dans le développement de la banque multicanal, création de banques « low cost », etc.

Les représentants européens des cadres de la banque seront particulièrement attentifs, pour chacun de ses dossiers, à leurs répercussions sur l'emploi dans un secteur professionnel qui a déjà perdu, ces dernières années, plusieurs dizaines de milliers d'emplois.

(*) Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Pologne.

La nouvelle équipe dirigeante de la FECC

MAS : Include.All - développement de modules qui encouragent l'équilibre hommes-femmes.



Début novembre 2013, l'Association des cadres de Slovénie (MAS) a commencé les nouvelles activités dans le cadre d'Include.All, projet qui fait partie du projet Progress mené par le Ministère du travail, de la famille et des affaires sociales slovène et cofinancé par la Commission européenne.

Les activités du projet sont orientées vers le développement de six outils, définis dans le document Include.All, comme étant des modules pratiques destinés à soutenir les entreprises slovènes.

Une partie de ce projet est également consacrée au développement d'un centre de compétences destiné à conseiller les femmes qui occupent des postes de cadre au sein de l'Association des cadres de Slovénie MAS, à l'organisation d'une grande conférence européenne sur les femmes dans le management en 2015, et à la promotion d'un meilleur équilibre hommes-femmes.

La Conférence annuelle de ACEO

Les intervenants à la Conférence de l'ACEO

L'Association grecque des cadres dirigeants ACEO a organisé avec succès sa conférence annuelle sur les questions relatives aux carrières des cadres dirigeants le 5 décembre 2013.

La conférence, intitulée « In the middle of changes : the new data for the CEOs» (« Au milieu des changements : les nouvelles données pour les cadres dirigeants »), visait à analyser en profondeur l'impact de la crise financière mondiale sur les opportunités d'emploi pour les cadres dirigeants en Grèce et à l'étranger mais aussi sur la fiscalité et la psychologie.

Les principaux intervenants étaient trois experts : Yannis Katzilieris, Country Manager pour la Grèce chez PEDERSEN & PARTNERS, Anastasios Stalikas, Professeur de psychologie à l'Université d'Athènes et Président de l'Association hellénique de la psychologie positive et Marios Kyriacou, Senior Partner chez KPMG en Grèce. M. Nikitas Konstantellos, Président d'ACEO et Directeur général du groupe ICAP, a présenté une étude menée auprès de 700 cadres dirigeants, y compris les membres d'ACEO.

Selon cette enquête, la détérioration progressive de l'environnement économique et les graves conséquences de cette dégradation sur les entreprises sont la plus grande cause de stress ressenti par les cadres dirigeants aujourd'hui.

Finalement, M. Nikitas Konstantellos a évoqué les compétences et les qualités que doivent avoir un cadre dirigeant de nos jours. Il s'agit notamment d'avoir une vision et un plan pour l'avenir, et de « diriger par l'exemple » avec passion et un travail constant, avec courage, vitesse et détermination, confiance et optimisme et, bien sûr, avec la force qui fait la différence, lorsqu'elle est combinée à la poursuite sans faille de nobles objectifs.

Plus de 100 PDG et cadres grecs ont participé à cette conférence.

Les participants à la Conférence de l'ACEO